



Monsieur le Directeur,

Alors que l'année 2025 devait être une année blanche, la DGFIP prolonge finalement la tournée et reste en tête d'affiche des suppressions d'emplois, avec l'annonce de 550 postes supprimés dans le réseau en 2025.

Le détail du CSAR Emploi de la loi de Finances 2025 révèle au niveau national la très large contribution des cadres C et B aux suppressions : moins 620 C et moins 125 B.

Encore une diminution des petites mains qui permettent pourtant de garder à flot les services, au profit de l'encadrement qui n'aura bientôt plus personne à encadrer.

La DG gardant son cap, la catégorie A se voit augmentée de 350 agents.

Des inspectrices et inspecteurs désormais privés de mouvement local, avec des affectations au choix et au fil de l'eau qui vont accroître les inégalités : favorisation de certains profils « rassurants » pour les Directions au détriment de collègues chargés de famille ou malades, maintien dans un métier que l'on veut quitter ou au contraire empêchement à changement de branche... Les écueils sont nombreux. Sacré coup de pioche pour la destruction du statut des fonctionnaires ! Enfin, la mise en place du poste au choix interroge aussi : à quand la généralisation aux agents B et C ?

Dans le Lot, ce sont encore 3 postes (1 B et 2 C) qui vont être supprimés alors que les services sont déjà exsangues.

Et l'élargissement du périmètre d'intervention du CC Pro sans ajout de personnels supplémentaires interroge... Servira-t-il de prétexte à supprimer des postes dans les SIE, dont celui du Lot, l'an prochain ???

Depuis des années, nous subissons restructurations et réorganisations dans nos missions. Il serait temps de prendre en considération la conscience professionnelle et les compétences de tous les agents grâce auxquelles nous pouvons encore aujourd'hui rendre un service public de qualité et répondre aux attentes de nos concitoyens ainsi que des élus locaux.

L'intersyndicale alerte et presse la DG de cesser cette politique mortifère : vous faites peser sur les personnels une charge insoutenable, nuisant consciemment à leur bien-être et à leur santé. Prenez leçon des erreurs aux conséquences humaines dramatiques faites par d'autres dans un passé pas si lointain, et mettez fin à ces pratiques inconséquentes.

Afin de ne pas être associée à ces suppressions d'emplois,  
l'intersyndicale a décidé de boycotter ce CSAL emplois.